

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 12/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **VALYON**

18 RUE ANATOLE FRANCE  
69200 VENISSIEUX

Références : [UDR-CTESSP-22-250-FV](#)  
Code AIOT : 0003200711

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2022 dans l'établissement VALYON implanté 15 CHEMIN DES BASSES VALLIERES 69530 BRIGNAIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site a fait l'objet de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 26 juin 2018, modifié le 26 décembre 2019 et le 9 août 2021. L'arrêté a été modifié en 2021 à la suite d'un porter à connaissance pour un projet d'extension qui n'a pas encore été réalisé.

L'inspection a pour but de vérifier le respect de certaines dispositions de l'arrêté d'autorisation ainsi que des règlements REACH/CLP.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALYON
- 15 CHEMIN DES BASSES VALLIERES 69530 BRIGNAIS
- Code AIOT : 0003200711
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité principale du site est la fabrication d'alliages de métaux non ferreux notamment à partir de déchets dangereux et non dangereux, possiblement via des opérations d'incinération, de fonte, de traitement chimique et électrolytique mais aussi à partir de métaux purs.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- eau
- air
- déchets
- produits chimiques REACH/CLP

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites**

**administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 35.3	/	Voir demande ci-dessous
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 35.1	/	Voir demande ci-dessous
3	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 21-6	/	Voir demande ci-dessous
4	Produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006	/	Voir demande ci-dessous

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant réalise globalement les contrôles demandés. Il doit cependant justifier :

- du respect des VLE des rejets atmosphériques ;
- de l'évacuation de ses effluents en tant que déchets;
- de la notification du transport transfrontalier de ses déchets;
- de la mise à jour de la FDS de soude caustique.

**2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 35.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise chaque mois une analyse de ses rejets aqueux prélevés au niveau du point interne n° 2 sur la totalité des paramètres visés à l'article 20.9.2. Les mesures comparatives mentionnées à l'article 34.2 sont réalisées chaque semestre sur ces mêmes paramètres.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué avoir réalisé uniquement 3 analyses d'effluents cette année (en juin, août et septembre). Il explique que les effluents étaient avant évacués par camion en tant que déchets ; les rejets se font par bâchés et non en continue. Au cours de la visite, l'Inspection a constaté qu'environ une dizaine de GRV remplis d'effluents sont stockés sur le site. L'exploitant a indiqué qu'en raison de non conformités (voir plus loin), il envisage de les faire évacuer par camion.  L'Inspection a examiné le rapport d'analyses du 14 juin 2022, le prélèvement a été effectué par l'exploitant directement dans la cuve avant rejet. L'exploitant indique que le liquide est bien homogénéisé dans la cuve à l'aide de palles rotatives.  Le rapport signale un dépassement de la VLE en chlorures (56g/L pour 30 g/L) ainsi qu'en AOX (12 mg/L pour 1 mg/L).  L'exploitant indique que le dépassement en AOX est du à un problème d'analyse et souhaite faire réaliser le prochain prélèvement par un autre laboratoire. D'autre part, il indique que le gestionnaire de réseau lui a demandé de baisser la concentration en chlorures des effluents à 500 mg/L.  L'exploitant indique que dans ses conditions, il va évacuer ses effluents par camion via une filière autorisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> <b><u>Demande 1:</u></b> L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la preuve de l'évacuation des effluents stockés (facture, bordereaux de suivi de déchets,...) sous un mois.

## N° 2 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 35.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque année, l'exploitant fait réaliser une analyse de ses émissions sur les paramètres visés [dans le tableau joint au présent article] :
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé l'extension portée à connaissance en 2021 et ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 août 2021; Le conduit 4 n'a pas été créé.</p> <p>L'exploitant a indiqué par ailleurs avoir regroupé les conduits 1 et 2 correspondant aux zones d'affinage, de la STEP et du stockage de produits.</p> <p>L'Inspection a examiné les rapports du 5 novembre 2021 d'analyses des rejets atmosphériques des tours de lavage (conduit 1/2) et du dépoussiéreur à manches (conduit 3). Les conditions de fonctionnement sont décrites succinctement, respectivement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- affinage + stockage acide + STEP</li><li>- décarbonation + fusion déchets + broyage;</li></ul> <p>L'Inspection a constaté que le titane n'est pas analysé sur le conduit 3 et pour le conduit 1/2 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une concentration en HCl supérieure à la VLE (190mg/Nm3 pour 5mg/Nm3);</li><li>- une concentration en Cl2 supérieure à la VLE (14mg/Nm3 pour 0,5mg/Nm3).</li></ul> <p>L'exploitant indique qu'il a installé un dévisiculeur en novembre dernier qui devrait permettre de respecter les VLE.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<p><b>Proposition de suites :</b></p> <p><b>Demande 2:</b> L'Inspection demande à l'exploitant de réaliser sous un mois les analyses de rejet en HCl et Cl2 sur le conduit 1/2 dans des conditions de fonctionnement représentatif de l'activité. L'exploitant transmettra le rapport d'analyses sous deux mois accompagné d'un plan d'action pour respecter les VLE le cas échéant.</p> <p>D'autre part, l'Inspection demande à l'exploitant de signaler plus précisément les conditions de fonctionnement de ses installations dans les rapports d'analyses (p.ex. signalé quels fours fonctionnent).</p>

### N° 3 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 21-6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.</p> <p><b>Constats :</b> Le dossier d'autorisation indique que les effluents liquides (bains issus des lignes d'affinages, les effluents issus de la tour de lavage à eau sodée) sont traités afin de précipiter les hydroxydes métalliques. Les boues résultantes sont séchées, broyées et analysées avant d'être envoyées en Italie ou Allemagne. De même certaines matières produites dans le process de récupération de métaux sont envoyés à l'étranger d'après l'exploitant.</p> <p>Le transfert transfrontalier de ce type de déchet est soumis a priori à notification et l'exploitant ne dispose d'une telle notification.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<p><b>Proposition de suites :</b> <b><u>Demande 3:</u></b> L'Inspection demande à l'exploitant de se rapprocher du pôle national des transferts transfrontaliers de déchets afin d'étudier la nécessité de notifier et constituer le cas échéant le dossier de correspondant (<a href="mailto:pnstd@developpement-durable.gouv.fr">pnstd@developpement-durable.gouv.fr</a>) sous un mois. L'exploitant informera l'Inspection des suites données à ces échanges.</p>

### N° 4 : Produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, REACH et CLP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Voir checklist en annexe</p> <p><b>Constats :</b> Voir checklist en annexe. L'Inspection a constaté que la FDS de la soude caustique ne comporte pas de numéro ORFILA ni de rubrique 10 complète (stabilité et réactivité).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<p><b>Proposition de suites :</b> <b><u>Demande 4:</u></b> L'Inspection demande à l'exploitant de se rapprocher de son fournisseur afin de lui demander de compléter sa FDS. L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la FDS mise à jour sous 1 mois.</p>